





question découlant de la relation entre les parties contractantes.

L'obligation d'exécution honnête impose l'obligation de ne pas induire délibérément une contrepartie contractante en erreur sur les questions découlant du contrat. Ce principe avait été reconnu par la Cour dans l'arrêt *Bhasin*. Dans cette affaire, Baycrest a violé cette obligation en omettant délibérément de corriger la croyance erronée de Callow que Baycrest a créée, selon laquelle celui-ci avait l'intention de renouveler le contrat en question. Ce n'est pas le fait que Baycrest a exercé son droit de résilier qui a constitué un manquement à l'obligation, mais la manière dont elle a exercé ce droit. Même si une partie se conforme à toutes les modalités d'un contrat, il est cependant toujours possible de manquer à son obligation d'exécution honnête du contrat.

En outre, le juge Kasirer a exprimé son désaccord avec la position de Baycrest, qui avait été acceptée par la Cour d'appel, selon laquelle la résiliation dans cette affaire ne concernait pas l'exécution du contrat d'entretien hivernal existant, mais le renouvellement d'un contrat futur qui n'existait pas encore. Bien comprise, la tromperie de Baycrest était directement liée au contrat en vigueur, parce que son recours à la clause de résiliation du contrat en question a été malhonnête.

## Baycrest a omis de corriger la méprise de Callow

Le juge Kasirer a reconnu que le fait d'obliger une partie à divulguer des renseignements au-delà des exigences contractuelles pourrait conférer au cocontractant un avantage non négocié. Par conséquent, les juges majoritaires ne visaient pas à élargir l'obligation d'exécution honnête pour exiger une telle divulgation. Toutefois, le juge Kasirer a noté que dans certaines circonstances, l'omission de s'exprimer peut équivaloir à de la malhonnêteté active qui est directement liée à l'exécution du contrat. Dans un tel cas, la responsabilité découle de la « tromperie active » de la partie innocente et non d'un manquement à l'obligation positive de divulguer ou de l'obligation de veiller en priorité aux intérêts de l'autre partie contractante.

La question de savoir si une conduite peut aller jusqu'à induire sciemment une autre partie en erreur dépend des faits et peut inclure (mais sans s'y limiter) des mensonges éhontés, des demi-vérités et même des omissions, selon le contexte. En l'absence de toute erreur manifeste et déterminante, le juge Kasirer a été obligé de s'en remettre aux conclusions de fait de la juge de première instance selon lesquelles Baycrest avait agi de manière délibérément malhonnête en recourant à son droit de résiliation.

Ainsi, Baycrest n'avait pas l'obligation positive de divulguer immédiatement qu'elle avait l'intention de résilier le contrat d'entretien hivernal une fois qu'elle avait pris la décision de le faire au printemps. Cependant, Baycrest n'avait pas non plus le droit d'induire délibérément Callow en erreur, à son détriment, sur ses intentions. Baycrest a délibérément retenu des informations en prévision de son recours à ses droits de résiliation, sachant qu'un tel silence, conjugué à ses communications actives assurant à Callow que tout allait bien, avait induit celle-ci en erreur. À la lumière des autres conduites et déclarations de Baycrest, le fait que Baycrest n'ait pas corrigé la méprise de Callow constituait une « tromperie active » et un manquement à son obligation d'exécution honnête du contrat.

Le juge de première instance aurait exigé de Baycrest qu'il aborde certains problèmes d'exécution allégués, qu'il donne un préavis dans les plus brefs délais de son intention de résilier le contrat ou qu'il s'abstienne de faire des assertions en prévision de la période de préavis afin de se conformer à l'obligation d'agir de bonne foi. Les juges majoritaires de la Cour suprême ne sont pas allés aussi loin, indiquant que Baycrest aurait dû soit s'abstenir de faire de fausses déclarations pendant la période de préavis, soit corriger la méprise causée



